



Education: des syndicats alertent sur le non-renouvellement d'enseignants contractuels

(AFP) -

Des syndicats ont alerté jeudi sur le non-renouvellement et le non-remplacement d'enseignants contractuels ou autres personnels de l'éducation dans plusieurs académies "faute de budget", regrettant une gestion "incohérente et inacceptable".

Le Snes-FSU, principal syndicat des collèges et lycées, a déploré dans un communiqué "une vague de non-renouvellements de contrats dans plusieurs académies (Lyon, Aix-Marseille, Reims, Nantes...)".

"A la veille des fêtes de fin d'année, dans un mépris insupportable, des dizaines de professeurs se retrouvent donc confrontés à la précarité. Les élèves sont privés de leurs enseignants, au risque d'aggraver les inégalités scolaires", a-t-il ajouté.

"Cette gestion à la petite semaine est incohérente et inacceptable", s'indigne le Snes, qui exige "l'arrêt immédiat de ces licenciements déguisés et demande des moyens immédiats pour prolonger les contrats de ces personnels".

D'autres syndicats de l'éducation, SE-Unsa et CFDT Education, ont fait part à l'AFP de remontées sur ces non-renouvellements. "Quelques équipes locales nous ont alertés" sur ce phénomène, indique ainsi Catherine Nave-Bekhti, secrétaire générale de la CFDT Education.

"Les rectorats sont un peu en train de préparer leur prochaine rentrée et c'est tout le risque d'avoir des contractuels variables d'ajustement en amont", estime pour sa part Elisabeth Allain-Moreno, secrétaire générale du SE-Unsa.

"L'impact en termes de ressources humaines est considérable, surtout quand on sait que ce sont des personnels qui sont des potentiels candidats à des concours", poursuit-elle.

Interrogé par l'AFP, le ministère de l'Education indique qu'"aucune consigne n'a été donnée par le ministre (Anne Genetet) de réduire le nombre de contractuels embauchés dans les académies pour pallier aux postes non-pourvus par des professeurs titulaires".

Le ministère rappelle que les enseignants contractuels représentent aujourd'hui 3% des professeurs dans les écoles et 10% dans les collèges et lycées.

Afp le 12 déc. 24 à 17 58.